



Plan d'action européen pour l'acier

Un plan de relance pour l'acier européen

Bruxelles, 11 juin 2020, adopté par le Comité exécutif d'industriAll Europe

L'acier est fondamental pour la relance de l'Europe post COVID-19

La pandémie de COVID-19 a eu un impact massif sur le secteur européen de la sidérurgie et ses travailleurs. Pendant cette crise, **la santé et la sécurité des travailleurs doivent rester la priorité** et les représentants syndicaux doivent être totalement impliqués dans les décisions concernant les mesures relatives à la santé et à la sécurité sur le lieu de travail.

La **production d'acier dans l'Union européenne a baissé de 40%** au 2^{ème} trimestre, et les **nouvelles commandes ont chuté de 70-75%**. Selon les estimations, au moins **45% des travailleurs** sont touchés par des mesures de chômage partiel et une réduction de leur temps de travail¹.

Un grand nombre d'aciéries en Europe tournent au ralenti. Les coûts de l'arrêt d'un haut-fourneau étant très élevés, les travailleurs craignent que les fours ne soient pas redémarrés et que le chômage partiel ne se transforme en licenciements permanents. **50% des capacités de production d'acier pourraient ainsi être perdues** d'ici la fin de la pandémie.

Pendant que l'Europe souffre, d'autres pays continuent leur production et stockent leurs produits. De fait, la Chine a pu accroître sa production de **1,3% au premier trimestre 2020**². Il est à craindre que certains pays utilisent la pandémie de COVID-19 pour renforcer leurs capacités, accroître leurs stocks et **inonder le marché ouvert de l'UE avec de l'acier bon marché**.

Plan d'action européen pour l'acier : plan de relance

IndustriAll Europe qui représente les travailleurs de 38 pays européens réclame un nouveau **plan d'action européen pour l'acier** et a formulé une série de revendications qui sont cruciales pour l'avenir durable de l'industrie sidérurgique européenne. La pandémie de COVID-19 a encore affaibli un secteur européen de l'acier déjà fragilisé et il est urgent d'agir au niveau européen.

En plus, des demandes formulées dans le plan d'action pour l'acier, des mesures urgentes doivent être mises en œuvre au plus vite pour servir de bouée de sauvetage au secteur sidérurgique européen.

Revendications d'industriAll Europe en lien avec la COVID-19 :

- ⇒ L'actualisation des **mesures de l'UE visant à sauvegarder l'acier** (en force à partir de 1^{er} juillet 2020) pour les adapter à la forte chute de la demande dans l'UE. Les quotas devraient être réduits de 75% au 2^{ème} et 3^{ème} trimestres 2020.
- ⇒ Un **plan européen ambitieux de relance industrielle** qui tient compte des besoins du secteur de l'acier et restaure la capacité du secteur à générer les liquidités nécessaires pour investir dans un avenir durable.

¹ Enquête de EUROFER, 7 Mai 2020.

² China Iron and Steel Association ([CISA](#)).

- ⇒ **Des programmes de relance** au niveau des Etats membres et de l'UE pour redémarrer la production industrielle en mettant l'accent sur les secteurs lourdement impactés par la COVID-19 tels que les secteurs de l'automobile et de la construction. La production d'acier est également cruciale dans les pays candidats à l'UE et les pays candidats à l'adhésion à l'UE, et elle continuera de l'être pour le Royaume-Uni après la période de transition. Un commerce équitable entre l'UE, les pays candidats à l'UE, les pays candidats à l'adhésion à l'UE et le Royaume-Uni (après la période de transition) est fondamentale.

L'Europe a besoin d'acier et l'acier a besoin de l'Europe

L'acier européen est le cœur de l'industrie européenne. Il était au centre de la première révolution industrielle, et l'UE que nous connaissons aujourd'hui a commencé avec la **Communauté européenne du charbon et de l'acier**, en 1951.

L'acier est la base de **nombreuses industries manufacturières européennes** (ex : automobile, construction et énergie) et il est appelé à rester un matériau important à l'avenir. L'acier joue un rôle important dans la résolution de grands nos défis sociétaux, et dans la réalisation de notre ambition d'atteindre la **neutralité carbone d'ici 2050**. C'est un élément essentiel pour la transformation de notre système de transport, la modernisation d'énergie, le déploiement d'énergies renouvelables et la rénovation du parc immobilier pour les rendre plus économes en énergie.

L'acier sera l'un des matériaux les plus importants dans ces transformations, et en tant que telle, l'Europe ne peut pas se permettre de devenir dépendante des importations. Cependant, depuis 2015, l'UE est importatrice nette d'acier, servant ainsi de « déversoir » aux surcapacités mondiales. Cette tendance doit être inversée afin de permettre à l'Europe de faire face avec succès aux défis sociétaux d'aujourd'hui.

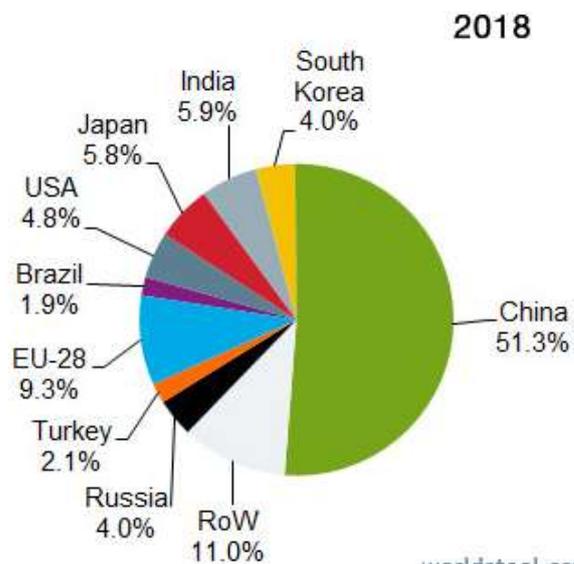
En outre, l'acier européen jouera un rôle essentiel dans le **Green Deal européen** et le **Plan d'action pour l'économie circulaire**. Actuellement, 85% de l'acier est réutilisé et il a le potentiel de devenir un produit de base entièrement circulaire. Toutefois, d'énormes efforts seront nécessaires pour garantir que le secteur peut innover et se diriger un avenir à faible intensité carbone.

Production d'acier de l'UE et emplois d'avant COVID-19

Au fil des ans, le secteur a connu d'importants processus de restructuration et de transformation. Durant la crise financière (2007-2013), la production dans l'UE a rapidement chuté d'un tiers et elle se situe encore aujourd'hui à **20% en-dessous du niveau d'avant la crise**. Entre 2008 et 2014, plus de **90 000 emplois européens** ont été supprimés dans le secteur (de 420.000 à 330.000).

Alors que la production d'acier de l'UE a baissé, la production mondiale d'acier a augmenté, réduisant la part de l'UE aujourd'hui à **moins de 10% du total**. Alors que les investissements dans de nouvelles capacités se généralisaient dans l'ensemble des pays émergents au cours de la dernière décennie, l'UE réduisait sa production de **plus de 40 MT/an entre 2008 et 2014**.

Part de la production mondiale d'acier (2019)
(Source : World Steel)



Aujourd'hui, le secteur de l'acier de l'UE compte **500 sites de production** et fournit **330 000 emplois directs** et **1,5million d'emplois indirects**.

En outre, la production d'acier dans les **pays candidats à l'UE et les pays candidats à l'adhésion à l'UE** est critique, et industriAll Europe représente également ces travailleurs. Nous nous battons pour l'avenir de l'industrie sidérurgique pour tous nos membres. Un commerce international équitable est fondamental, et nous devons nous employer à stopper le dumping inéquitable en-dehors de l'Europe.

Production européenne d'acier et emplois post-COVID-19

Les **effets à moyen et long-terme de la COVID-19** sur le secteur de l'acier de l'UE doivent être analysés. Les résultats de l'enquête la plus récente (UE) font état d'une chute de la production de 40%, d'une baisse des nouvelles commandes de 70-75% et d'au moins 45% de travailleurs touchés par des mesures de chômage partiel et une réduction de leur temps de travail³.

Plan d'action européen pour l'acier

En 2013, la Commission européenne a publié un **Plan d'action pour l'acier** et créé un **Groupe de haut niveau sur l'acier**. Le Plan d'action pour l'acier (2013) couvrait des domaines tels que la stimulation de la demande d'acier et des conditions de concurrence équitables en termes d'accès aux matières premières et de commerce, et il a certainement soutenu la relance de l'industrie sidérurgique en même temps. Cependant, la production sidérurgique européenne est à nouveau dans une situation très critique et nous avons besoin d'un nouveau Plan de soutien à la sidérurgie européenne tenant particulièrement compte de l'impact de la COVID-19 afin de faire face aux défis actuels.

L'impact de la COVID-19 et les défis déjà existants liés à la surcapacité mondiale, le dumping de l'acier bon marché sur le marché de l'UE, l'accès aux matières premières, les prix élevés de l'énergie, la décarbonation, les pratiques commerciales déloyales, l'incertitude liée au Brexit et la stagnation de la croissance économique en Europe sont tous de réelles préoccupations pour l'avenir du secteur. La contraction de l'économie européenne⁴, associée à une augmentation des importations d'acier bon marché, pourrait paralyser l'industrie de l'UE en menant à plus de **désindustrialisation** en Europe. **Cela doit être évité à tout prix !**

L'avenir de l'acier européen et de ses travailleurs est menacé et industriAll Europe appelle toutes les parties prenantes à soutenir un nouveau Plan d'action européen pour l'acier pour soutenir la relance du secteur européen de l'acier.

³ Enquête de EUROFER 7 mai 2020.

⁴ [Prévisions économiques européennes, printemps 2020](#)

Un nouveau Plan d'action européen pour l'acier centré sur les travailleurs de l'acier

Le secteur sidérurgique a changé depuis le dernier **Plan d'action pour l'acier de la Commission européenne (2013)**. La production sidérurgique mondiale a augmenté, tandis que la production européenne a diminué. Cet écart s'est encore creusé à cause de l'impact de la COVID-19 et des mesures mises en œuvre en Europe où la production a baissé de 40% pendant que certains pays hors de l'UE ont réussi à maintenir voire accroître leur production.

La surcapacité mondiale continue de faire baisser les prix et encourage le dumping déloyal de l'acier à bas prix sur le marché de l'UE et il n'y a pas de solution internationale en vue. Les prix européens de l'acier sont aujourd'hui basés sur des pratiques de concurrence déloyale, de dumpings monétaires, commerciaux et environnementaux ainsi que de l'affaiblissement des normes sanitaires et sécuritaires, **au point d'imposer en Europe les prix les plus bas du monde.**

Nous avons besoin d'une **forte réponse européenne coordonnée** pour protéger le secteur sidérurgique européenne et ses travailleurs, c'est pourquoi industriAll Europe réclame un nouveau Plan d'action européen pour l'acier de la Commission européenne qui :

1. Est centré sur les travailleurs de l'acier ;
2. Repose sur une politique industrielle forte qui intègre des dimensions **sociales** et **environnementales** ;
3. Implique les **syndicats** dans la définition, la surveillance et la mise en œuvre du plan.

Revendications d'industriAll Europe

Le secteur sidérurgique européen fait face à de vrais défis et il n'y a pas de temps à perdre. Chacun doit jouer son rôle et, en tant que tel, industriAll Europe appelle **toutes** les parties prenantes du secteur sidérurgique européen à se rassembler et à lutter pour l'avenir de l'acier européen.

Décideurs européens

IndustriAll Europe appelle les décideurs de l'UE à :

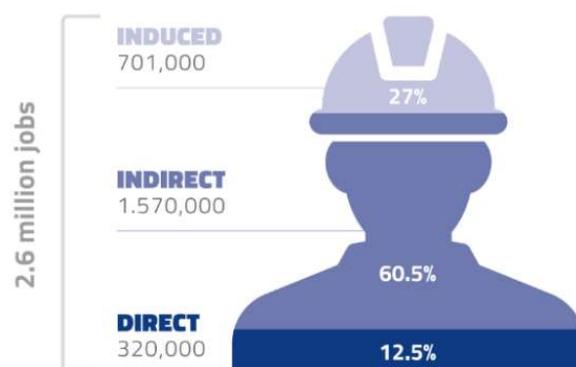
1. Adopter un plan ambitieux de relance industrielle post-COVID-19 qui tient compte des besoins du secteur de l'acier et restaure la capacité du secteur à générer les liquidités nécessaires pour investir dans un avenir durable ;
2. Elaborer et mettre en œuvre un **nouveau Plan d'action européen global et ambitieux pour l'acier**, pour 2020-2030 afin d'arrêter le déclin de l'industrie sidérurgique de l'Europe ;
3. Créer des synergies entre le nouveau Plan d'action européen pour l'acier, le **Green Deal pour l'Europe** et la nouvelle **Stratégie industrielle de l'UE** ;
4. Tenir compte du « **Masterplan for a Competitive Transformation of EU Energy-intensive Industries** » ;
5. Assurer un approvisionnement sûr et suffisant **en énergie**, à des prix compétitifs ;

EMPLOYMENT

GRAPHIC • 2018

SOURCE: OXFORD ECONOMICS

The EU steel industry supports nearly 2.6 million jobs



	'Type I' multiplier	'Type II' multiplier
Multiplier for GVA	4.4	5.8
Multiplier for jobs	5.8	7.9

6. Créer un système harmonisé à l'échelle européenne pour compenser les coûts **indirects du carbone** par l'ETS (résultant de l'intégration de la génération d'électricité dans le système ETS) ;
7. Adhérer aux engagements du Comité **Acier de l'OCDE** et du **Forum mondial sur les surcapacités de produits d'acier (GFSEC)** ;
8. Prendre des mesures urgentes pour trouver un accord interne pour lutter contre les surcapacités de production mondiales, en commençant par la mise en place d'un **instrument d'analyse approfondie du marché de l'acier** ;
9. Garantir un commerce équitable avec les pays candidats à l'UE et les pays candidats à l'adhésion à l'UE et avec le Royaume-Uni (après la période de transition avec l'UE)
10. Renforcer les **instruments de défense commerciale** contre la concurrence déloyale, y compris en remplaçant les quotas et le prix minimum par des mesures anti-dumping ;
11. Etendre les mesures anti-dumping aux **braques, billettes et produits intermédiaires en acier** ;
12. Abandonner complètement la **règle du droit moindre**, qui empêche l'industrie sidérurgique d'investir davantage sur le marché européen ;
13. **Actualiser les mesures de l'UE visant à sauvegarder l'acier** pour les adapter à la forte chute de la demande dans l'UE. Les quotas devraient être réduits de 75% au 2^{ème} et 3^{ème} trimestres 2020 ;
14. **Réformer les règles de l'OMC** pour tenir compte des régimes d'aide d'Etat inéquitables et non transparents ;
15. S'assurer que les **investissements étrangers** dans le secteur sidérurgique européen sont filtrés pour s'assurer qu'ils répondent aux mêmes exigences que les investisseurs nationaux et ne portent pas préjudice aux intérêts stratégiques européens ;
16. Revoir la **Politique de concurrence de l'UE** en notant que le marché mondial est la référence pour l'acier européen ;
17. Garantir un accès équitable aux **matières premières**, la détermination des prix de marché intégrant les coûts environnementaux et climatiques dans le respect de la biodiversité ;
18. Introduire d'urgence des **mécanismes d'ajustement carbone** pour égaliser les coûts du carbone pour les exportations et importations européennes d'acier, en vue d'assurer une concurrence équitable pour les coûts carbone et les coûts indirects associés ;
19. Garantir que les fonds **SEQE de l'UE**, les fonds d'innovation et de modernisation, contribueront de manière significative au déploiement des technologies à faible intensité carbone ;
20. Mener la **révision du SEQE de l'UE**, annoncée dans le cadre du Green Deal européen, en tenant compte de l'impact de la COVID-19 sur le secteur de l'acier, et particulièrement concernant les niveaux d'investissements et de production.
21. Créer un **programme de relance ambitieux pour la décarbonation du secteur de l'acier**, avec le constat que le défi de produire de l'acier bas carbone est devenu encore plus grand à cause de l'impact de la COVID-19 et de la forte chute de revenus des entreprises sidérurgiques ;
22. Accélérer la mise en œuvre de la **stratégie de l'UE en matière d'acier propre**, qui a été présentée dans la stratégie industrielle de l'UE en mars 2020. Font notamment partie de cette stratégie le soutien à des technologies innovantes pour un acier propre, qui mènent à un processus de production d'acier zéro-carbone ainsi qu'à la création de nouveaux marchés pour des produits climatiquement neutres et circulaires ;
23. Soutenir **l'utilisation de produits sidérurgiques à faible intensité carbone** en développant des modèles commerciaux viables pour l'acier à faible intensité carbone (p. ex. en couvrant la différence de prix avec des produits sidérurgiques conventionnels) ;
24. S'engager à un **financement suffisant et à long terme par l'UE** afin d'aider à réduire les risques des projets pour l'acier à bas carbone et de réviser les **règles relatives aux aides d'Etat** pour le financement de leur déploiement, tout en garantissant que l'innovation financée par les fonds de l'UE conduit à une fabrication industrielle dans l'UE ;

25. Permettre à la **coopération industrielle et aux fonds publics de financer** les infrastructures et investissements à faible émission de carbone ;
26. Donner la possibilité aux industries électro-intensives de conclure des **contrats d'électricité à long terme** ;
27. Réexaminer les règles en matière d'aides d'Etat pour la **compensation des coûts indirects du carbone** par la mise en place de règles européennes harmonisées ;
28. Recenser, développer et investir dans les **infrastructures énergétiques nécessaires** pour une production sidérurgique à faible intensité en carbone (hydrogène) et investir dans l'infrastructure **de captage et d'utilisation du carbone** ;
29. Mobiliser les **fonds européens nécessaires** (ex. : Fonds social européen, EU Invest et FEDER) pour soutenir les travailleurs et les régions sidérurgiques dans la transformation en une industrie sidérurgique à faible intensité en carbone, sans perte de capacités ou d'emplois.

Etats membres et pouvoirs publics

IndustriAll Europe appelle les Etats membres et les pouvoirs publics à :

1. Encourager la demande d'aciers européens en **investissant dans les infrastructures publiques** ainsi que dans les **secteurs de l'automobile et de la construction** qui ont été sévèrement impactés par la COVID-19 ;
2. Assurer la **mise à disposition de liquidités** pour garder les entreprises sidérurgiques à flot et leur permettre de survivre à court-terme ;
3. S'assurer qu'aucune aciérie n'est fermée sans recherche de nouveaux investisseurs afin **d'éviter les délocalisations de poste et les licenciements massifs** ;
4. Etudier des plans d'investissement afin de **relancer la production** dans les aciéries à l'arrêt en considérant les sites comme une infrastructure potentielle pour la transformation de l'industrie ;
5. S'assurer que les **quotas gratuits du SEQE de l'UE** sont investis dans l'usine à laquelle ils sont juridiquement rattachés, une fois que les ajustements à la frontière carbone ont été mis en place ;
6. S'assurer qu'une part importante des revenus du système communautaires d'échange des quotas d'émissions, collectés au niveau de l'Etat membre, sont utilisés pour soutenir la transformation bas carbone de l'industrie, y compris l'industrie sidérurgique ;
7. Investir dans les infrastructures pour les énergies propres et garantir une énergie **sûre, suffisante et abordable** ;
8. Faire face à la nature cyclique du secteur en mettant en œuvre des **dispositifs de soutien** et des **programmes de travail à court terme**, y compris des indemnités, des cotisations de sécurité sociale et des possibilités de formation ;
9. Garantir une **transition juste** pour chaque travailleur touché par des transformations structurelles ;
10. Garantir des **politiques actives du marché du travail** afin de permettre des transitions douces d'un emploi vers un autre et de renforcer les filets de sécurité sociale pour tous les travailleurs ;
11. Renforcer **l'intelligence des compétences** sur les profils professionnels émergents et en voie de disparition et sur les futurs besoins en compétences ;
12. Développer des **passerelles souples entre le monde du travail et le monde de l'éducation**, notamment par l'apprentissage tout au long de la vie, les systèmes d'apprentissage modulaires, le double apprentissage et l'e-Learning et le transfert de connaissances.

Entreprises sidérurgiques

IndustriAll Europe appelle les entreprises sidérurgiques à :

1. S'engager à **investir dans leurs propres usines européennes**, y compris la mise à jour et la modernisation des équipements existants ;
2. Mettre fin au **travail précaire**, garantir de bonnes conditions de travail et garantir les droits des travailleurs pour tout le personnel, y compris les travailleurs temporaires et les **sous-traitants** ;
3. Respecter des normes de **santé et de sécurité** élevées pour tous les travailleurs, notamment au vu de la pandémie de COVID-19 ;
4. Investir dans la **requalification et le recyclage** de leur personnel et organiser la mobilité interne afin de retenir tous les travailleurs ;
5. S'engager dans un **dialogue social de qualité** et respecter les droits d'information et de consultation des travailleurs ;
6. Informer et consulter pleinement les représentants syndicaux sur leurs **propres stratégies de relance post-COVID-19** ;
7. Respecter **l'expertise et la participation des représentants des travailleurs** dans les choix stratégiques et décisionnels, notamment dans la détermination des capacités de production, dans le respect de la directive CEE ;
8. Investir dans une économie circulaire industrialisée extrêmement efficace, et créer des **partenariats directs** avec des clients immédiats ;
9. Se mobiliser pour la décarbonation en s'engageant dans la **coopération technique pour les projets pilotes** et les infrastructures et envisager de créer des **synergies industrielles** ;
10. Créer des **synergies industrielles** (ex: infrastructure partagée pour canalisations d'hydrogène), **plateformes de coopération** (ex : partage d'énergie) et créer des **chaînes d'innovation à faible intensité carbone** ;
11. Créer des comités locaux **d'information et de consultation** avec des partenaires appropriés (syndicats, pouvoirs locaux et ONG) sur les questions environnementales et les risques industriels ;
12. Rendre public la détention de **quotas gratuits de CO₂** au moins une fois par an et communiquer avec les parties prenantes ;
13. Mettre en œuvre des **mesures environnementales robustes** pour protéger l'environnement local et la population avoisinante.

Il est temps d'agir

Le maintien et le renforcement d'une industrie sidérurgique florissante en Europe sont essentiels **pour l'avenir de la fabrication européenne**, et l'acier jouera un rôle clé dans la **reconstruction de l'Europe post-COVID-19**. De plus, l'acier jouera également un rôle important dans la réalisation de l'ambition de l'UE d'atteindre **la neutralité carbone d'ici 2050**. Par conséquent, il est urgent de relever les défis de la surcapacité mondiale, le dumping de l'acier bon marché sur le marché de l'UE, l'accès aux matières premières, les prix élevés de l'énergie, la décarbonation, les pratiques commerciales déloyales, l'incertitude du Brexit et la stagnation de l'économie en Europe.

Un nouveau déclin de l'industrie sidérurgique européenne risque de miner l'autonomie stratégique de nombreuses activités industrielles en aval, telles que l'énergie, la construction et le transport, qui sont toutes essentielles dans la transition vers une économie à faible intensité en carbone. **Cela entraverait fortement le futur développement industriel de l'UE.**

Un **nouveau Plan d'action européen pour l'acier**, qui servira de plan de relance doit soutenir le secteur qui fait face à une concurrence plus intense des producteurs non-européens, qui ne doivent pas respecter les mêmes normes sociales et environnementales. Le secteur doit passer à une industrie à faible intensité

carbone, tout en étant en compétition sur un marché international hautement concurrentiel, et nous devons **éviter la fuite de carbone et les pertes d'emplois européennes**. Aucun travailleur européen ne devrait être laissé pour compte.

Il faut que les décideurs européens, les gouvernements nationaux et régionaux, les employeurs, la société civile et les syndicats travaillent ensemble pour **garantir l'avenir de la production sidérurgique européenne**. L'acier est au cœur de la fabrication en Europe et des mesures urgentes doivent être prises pour rétablir l'autonomie stratégique de l'Europe dans le secteur sidérurgique et défendre les emplois de milliers d'ouvriers sidérurgistes.

Les travailleurs européens ne peuvent plus assumer le poids des pays non membres de l'UE qui n'adhèrent pas au commerce international et aux mesures environnementales et nous demandons un **nouveau Plan d'action européen pour l'acier** qui investit dans l'industrie sidérurgique européenne et lutte pour l'avenir des travailleurs européens.

Nous remercions en particulier Philippe Morvannou de Syndex qui nous a apporté son expertise en rédigeant le document de travail.